

REPORTAGE

ARIZONA, NOUVEAU-MEXIQUE,
UTAH - envoyée spéciale

Une start-up dans un hogan. Ce soir de mai, à Tuba City (Arizona), Heather Fleming, une pionnière du design humanitaire à San Francisco, inaugure Change Labs, le premier espace de coworking de la réserve navajo. Le mobilier ne déparerait pas dans la Silicon Valley : chaises de bois clair, iPad dans les casiers, canapés. Mais l'open space a la forme hexagonale des anciennes maisons navajo, et le logo rappelle les peintures de sable des guérisseurs traditionnels.

Heather Fleming a grandi dans les années 1980 à la lisière du pays navajo, dans l'une de ces *border towns*, les « localités frontalières » de la réserve, qui prospèrent alors que les infrastructures manquent sur le territoire de la tribu amérindienne. Quand elle allait chez ses cousins, à quelques kilomètres, elle était frappée par la différence. Chez elle, l'eau courante. Chez ses grands-parents, il fallait aller au puits en camionnette. Maintenir le couvercle des bidons, au milieu des soubresauts du véhicule sur la piste. Encore aujourd'hui, près de 40 % des habitations n'ont pas l'eau courante dans une réserve qui couvre une étendue vaste comme l'Irlande, à cheval entre trois Etats (Arizona, Utah et Nouveau-Mexique).

SOUS-ÉQUIPEMENT TÉLÉCOM

Le père d'Heather dirigeait le service de santé indien; sa mère a été la première de sa famille à « épouser un Blanc », raconte-t-elle. Elle a réussi à être admise à l'université californienne de Stanford. En dernière année, quand elle a proposé un projet sur l'eau en pays navajo, le sujet a été refusé. Le marché n'est pas assez vaste, a reproché un professeur. Qui n'a pas d'eau courante aux Etats-Unis? L'étudiante avait buté sur la dictature du *scaling*, la « montée en puissance », sans laquelle il n'y a pas de success story dans la Silicon Valley.

Heather Fleming s'est tournée vers l'Afrique. Elle a fondé Caturday Design, en 2008, à San Francisco, une start-up d'entrepreneuriat social, dont les projets de Design for Good ont été mis en œuvre dans dix-sept pays. Au Kenya, elle a compris que la terre rouge – et le sous-développement chronique – lui rappelait le pays navajo. Elle est revenue à Tuba City pour favoriser la création de petites entreprises. « La tribu ne jure que par les casinos ou le charbon. C'est sûr, cela représente beaucoup d'emplois. Mais cela ne fait rien pour empêcher la fuite des cerveaux », déplore-t-elle. La réserve ne compte, par exemple, qu'une agence bancaire, alors que six autres sont établies à la périphérie.

Change Labs se heurte à un obstacle : la bureaucratie navajo. Pour créer une entreprise sur la réserve, il faut compter un an de démarches. « C'est trois cent soixante jours de plus qu'ailleurs », tempête M^{me} Fleming. Pour obtenir un bail commercial, c'est un parcours de 163 étapes. Pour ouvrir ne serait-ce qu'un petit commerce de bijoux en turquoise, il faut l'accord de son « chapitre » local – l'un des 110 conseils communautaires; la preuve que le terrain



La créatrice de bijoux Nanibaa Beck a installé son atelier dans l'espace de coworking Change Labs. Ce dernier a été inauguré à Tuba City, dans l'Arizona, en mai.

CHANGE LABS

PLEIN CADRE

Les Indiens Navajo en quête de solutions de développement

La fermeture annoncée de la centrale à charbon va entraîner la perte de nombreux emplois et de millions de dollars pour la tribu, à cheval entre Arizona, Utah et Nouveau-Mexique. Les jeunes reviennent créer des start-up, mais la bureaucratie est un frein majeur à l'innovation



n'est pas revendiqué par une autre famille au nom des traditionnels droits de pâturage. Et l'approbation du président de la nation navajo en personne. Dans un entretien au *Navajo Times*, Jeff Begay, le président de la chambre de commerce, a résumé la situation : « Nous vivons dans un système socialiste depuis cent ans. Nous ne comprenons même pas ce que c'est que d'avoir un secteur privé. »

Autre obstacle au développement : le sous-équipement en télécommunications. Cherylee Francis, lunettes rectangulaires, longues boucles d'oreilles turquoises, a délocalisé son studio de production vidéo à Flagstaff, à une heure de route, en Arizona.

« Avec moins de 10 % de la réserve équipée en Internet à haut débit, il fallait dix heures pour télécharger » les contenus, explique-t-elle. Le taux de pénétration des téléphones cellulaires n'est que de 20 %. Là encore, c'est une question de taille du marché. Les fournisseurs ne se battent pas pour installer des tours, et l'habitat est trop dispersé pour rentabiliser la mise en place des équipements.

Pour la nation navajo, il y a pourtant urgence. L'emploi traditionnel dans le secteur de l'énergie est menacé. Le 21 mars, le gouvernement tribal (une assemblée qui représente les 24 districts) a décidé – après des mois de débats – de ne pas racheter la centrale à charbon Navajo Generating Station, la plus importante de l'Ouest américain. Celle-ci va donc fermer fin 2019. Les élus ont pris cette décision, moins par souci écologique, que parce qu'ils n'ont pas réussi à obtenir du propriétaire actuel – un consortium de plusieurs compagnies d'électricité de l'Arizona – qu'il s'engage à s'acquitter intégralement de sa responsabilité financière dans la décontamination et le nettoyage des lieux.

La fermeture de la centrale va avoir des conséquences dramatiques sur l'emploi, d'autant que la mine de charbon de Kayenta de la compagnie Peabody Energy va, parallèlement, cesser son acti-

tivité. La tribu hopi, enclavée en territoire navajo, va perdre 400 emplois et 20 millions de dollars (17,8 millions d'euros) de royalties, soit 80 % de son budget. Les Navajo, 500 emplois, et quelque 40 millions de dollars (pour un budget de fonctionnement de 167 millions). En prévision de la « transition », le grand sujet de débat sur la réserve, la tribu a construit deux fermes solaires. Une troisième est en chantier, mais cette énergie ne génère que peu d'emplois. Le 15 avril, le président de la nation navajo, Jonathan Nez, a lancé une campagne « Achetez navajo » pour inciter les habitants à cesser d'aller dépenser leurs dollars dans les *border towns*. A la chambre de commerce, Jeff Begay a ironisé : « Il faudrait peut-être créer des entreprises navajo avant d'encourager les gens à acheter navajo ! »

« PRIVATISER » LES RÉSERVES

A l'autre bout de la réserve, Nonabah Lane, 39 ans, est arrivée à la même conclusion qu'Heather Fleming. Pour créer des emplois, il faut bousculer les structures traditionnelles. Après plus de dix ans à New York, la jeune femme, consultante dans le secteur de l'énergie et de l'environnement, est revenue s'installer sur la terre familiale, près de Farmington (Nouveau-Mexique). Une communauté agricole, le long de la ri-

vière San Juan, mais les parcelles sont petites, et les équipements « collectivisés ». Quand ils ont besoin d'un tracteur, les paysans doivent s'inscrire pour emprunter celui de leur « chapitre » et attendre leur tour.

Le 5 août 2015, les fermiers navajo ont vu le cours d'eau prendre une couleur jaune des plus suspects. A 150 km en amont, un accident industriel avait laissé échapper des eaux contaminées provenant du nettoyage de la mine d'or Gold King, dans le Colorado. « Ce n'est ni le gouvernement fédéral ni celui du Colorado qui nous ont prévenus, critique Nonabah Lane. Mais la tribu des Southern Ute du Colorado. » Il a fallu quatre jours pour que les autorités américaines se préoccupent de la pollution déversée en pays navajo.

Depuis, Nonabah Lane rêve de donner aux tribus qui vivent le long du fleuve la maîtrise de l'analyse de leur environnement. Son projet : un laboratoire navajo d'analyse de l'eau. La jeune femme a été sélectionnée pour la bourse 2019 du Media Lab du Massachusetts Institute of Technology. Vu de Boston, le défi est jouable. Un investissement de 3 millions à 5 millions de dollars pour l'équipement et le personnel n'effraie pas les responsables d'incubateurs de la Côte est. Vu de Farmington, c'est plus compliqué. Pour emprunter, il faut des garanties bancaires. Les habitants des réserves n'en ont généralement pas. La terre, dans le monde indien, reste propriété de l'Etat fédéral. Les tribus en ont la jouissance en fiducie (*trust land*). Résultat : les particuliers ne peuvent pas la vendre ni s'endetter. « Cela limite l'accès au capital », souligne Jessica Stago, la codirectrice de Change Labs.

Pour développer l'économie, certains ont émis une idée : « privatiser » les réserves. Le débat a été lancé par l'économiste Terry Anderson, de la Hoover Institution, un think tank conservateur de Palo Alto (Californie). Il prône « un mouvement de droits civiques économiques », qui débarrasserait les Indiens de la tutelle du gouvernement fédéral. « Les ressources énergétiques encore non développées sur les réserves pourraient générer près de 1000 milliards de dollars », fait-il miroiter.

D'autres estiment qu'une telle solution remettrait en question le système collectif de propriété, autrement dit l'essence de la culture amérindienne. Dans un article publié, début juin, par la *Stanford Law Review*, les deux universitaires Kristen Carpenter et Angela Riley s'inquiètent de voir monter, notamment dans le discours de l'administration Trump, ce « désir de privatiser les terres indiennes ». Le président américain, Donald Trump, lui-même ancien patron de casinos, ne passe pas pour un ami des tribus. « Il y a quelques raisons de se demander si cette approche free market de la propriété foncière est fondée sur une vraie préoccupation pour le bien-être des Indiens », s'interrogent les juristes. ■

CORINE LESNES

Pour créer une entreprise sur la réserve, il faut compter un an de démarches. Pour obtenir un bail commercial, c'est un parcours de 163 étapes